

NAIROBI, LE 21 AOUT, 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VERS LE SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT, 2023 ; LES ACTEURS NON ETATIQUES AFRICAINS DESSINENT DES QUETES ET DES LIGNES ROUGES

Des centaines d'acteurs non étatiques africains représentés par le Comité directeur du Sommet africain sur le climat - Acteurs non étatiques ont imposé des exigences et des lignes rouges accrues alors que le continent se prépare pour le Sommet spécial sur le climat en Afrique qui se tiendra à Nairobi au Kenya, en septembre. Le sommet aura lieu à un moment où les pays riches ne présentent aucun signe pour faire face aux impacts climatiques néfastes causés par le changement climatique qui sont les principaux contributeurs.

Le sommet aura lieu alors que de légers signes montrent des progrès non significatifs de solutions inclusives à la crise climatique et considèrent l'Afrique comme le dernier ou le moins important fournisseur de solutions à la même table des solutions à la crise climatique mondiale.

Les acteurs non étatiques prennent note que la sous-estimation du rôle du continent et la suppression de sa voix et de ses aspirations rendent le mouvement difficile et conduisent au puzzle des droits de l'homme vers l'amélioration des Africains et des générations futures.

«Avec tous ces mouvements brumeux de puissantes sphères mondiales qui n'ont pas abouti à une solution prometteuse pour l'Afrique, nous exigeons que tous les débats et décisions du Sommet africain sur le climat respectent et réalisent les droits humains de tous, en particulier ceux qui sont laissés vulnérables et marginalisés par les effets du changement climatique tels que les peuples autochtones, les femmes, les enfants handicapés et les communautés pauvres », a déclaré le Dr. Mithika, directeur exécutif de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique.

Les sessions et processus précédents ont été caractérisés par des réflexions et des solutions faites de l'extérieur pour l'Afrique et les Africains alors que le continent considère être un continent de potentiel et de solutions. Les acteurs non étatiques ont exploré la lenteur ou le manque d'engagement africain pour trouver des solutions et raffermir la position et ont appelé les dirigeants africains à déplacer les objectifs vers les perspectives et les aspirations contextuellement africanisées.

Ils ont demandé de se concentrer sur les questions majeures lors du sommet, telles qu'apportées par Waituru Mwangi représentant VSO/Kenya.

"L'Afrique est la plus touchée par le changement climatique. Les femmes, les enfants et les agriculteurs sont touchés et vous savez qu'ils ont une relation particulière avec l'environnement. Comme nous restons à quelques jours de SAC, nous avons besoin que le gouvernement et l'UA ouvrent l'espace pour les non - acteurs étatiques. Nous voulons voir des processus auxquels tous les pays peuvent participer pour ne pas perdre d'argent et de temps. Lors de ce sommet, nous devons nous concentrer sur la justice climatique, les enfants, les femmes et les agriculteurs au lieu de parler des entreprises. Si nous ne le faisons pas, nous le perdons », a exhorté Mwangi.

Le processus du Sommet africain sur le climat a été critiqué par certains clusters qui affirment qu'ils auraient dû être impliqués afin que leurs points de vue soient intégrés aux discussions lors du sommet.

« La communauté autochtone a été mise à l'écart dans le processus du Sommet africain sur le climat, mais nous sommes les plus touchés, en particulier les femmes autochtones, les enfants autochtones. Nous ne devons pas être en reste car nous connaissons nos enjeux mieux que tout autre cluster et pouvons bien les articuler lorsque nous sommes impliqués. Nous demandons au gouvernement du Kenya de nous inclure »

Eunice Nkoplo, représentante de la MPIDO, une organisation autochtone basée au Kenya avant d'exhorter les dirigeants africains à rejeter les propositions anti-africaines qui augmentent les risques climatiques pour l'Afrique et transfèrent le fardeau indu de la résolution la crise climatique aux pays africains et aux personnes qui souffrent déjà des effets néfastes des dettes, de l'inégalité mondiale dans la répartition des richesses et d'autres problèmes.

Le sommet discutera de la croissance verte et des solutions de financement climatique pour l'Afrique et le monde. Cependant, la question des finances est encore floue car aucune direction tenable n'a été prise. Le Dr Lesmore Ezekiel, directeur des programmes de la Conférence des Églises d'Afrique, a demandé pourquoi les discussions avaient été détournées vers le marché du carbone comme une question urgente et a chargé les dirigeants africains de réexaminer la question dans leurs discussions pendant le sommet et au-delà.

"Lorsque nous parlons de changement climatique, nous voulons dire que c'est une question de vie ou de mort. Quand il s'agit de nous en tant qu'organisation religieuse et confessionnelle, et en voyant ces processus peu clairs, nous nous demandons pourquoi nous ne parlons pas de pertes et dommages. Pourquoi ne parle-t-on pas du fonds d'adaptation ? Au lieu de cela, nous faisons avancer les conversations sur le marché du carbone ! Nous devons rejeter cela et les dirigeants africains doivent prendre cela comme une question d'importance », a chargé le Dr Lesmore.

La République du Kenya, est hôte du sommet du 3 au 6 septembre 2023. Le président de la République du Kenya est le président du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC) qui a été créé en 2009 lors de la 13e sessions ordinaires de l'Assemblée de l'Union africaine.

En collaboration avec la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) et le Groupe africain de négociateurs sur le changement climatique (GAN), CAHOSCC travaille à faire avancer la position commune de l'Afrique sur le changement climatique dans les forums mondiaux et les négociations sur le changement climatique.

Note aux rédacteurs :

Le Comité directeur du Sommet africain sur le climat - Acteurs non étatiques (ACS-NSA) est une plateforme qui s'efforce de faire avancer un programme pro-africain dans tous les espaces climatiques clés. Avec son secrétariat soutenu par le PACJA et organisé en clusters, l'ACS-NSA rassemble ses membres issus des OSC régionales, des peuples autochtones, des acteurs religieux, des syndicats, du secteur privé africain, des organisations paysannes, des groupes de femmes et de genre, des universités et des institutions de recherche, Fondations et institutions financières, organisations travaillant sur la conservation et les solutions basées sur la nature ou organisation de jeunesse.